

Enbat

HEBDOMADAIRE
POLITIQUE
BASQUE
7 octobre 2010
n° 2147
1,30 €

Accord PNV-Zapatero

Michel Hiriart

**Réforme des collectivités
plus de lisibilité**

ISSN 0294-4596



9 770294 459006



Patience et longueur de temps...

L'ACCORD a été conclu le 22 septembre entre le PNV et le PSOE. Après 22 ans de négociations, le PNV obtient d'un gouvernement espagnol affaibli le transfert des compétences en matière des politiques d'emploi.

Depuis 1988, le PNV tentait d'obtenir de l'Espagne la dévolution des compétences en matière des politiques d'incitation au soutien à l'emploi. Le désaccord portait sur deux points: le versement de la quote-part versée par les entreprises via les cotisations patronales sur chaque poste de travail et l'intégration du financement de cette compétence dans la négociation périodique du "cupo", la quote-part que le Pays Basque verse à l'Etat espagnol à partir de l'ensemble des impôts qu'il a collecté. La grosse astuce des Espagnols consiste à accorder une compétence, puis dans un second temps, à en refuser le financement total ou partiel dans le cupo.

Apparemment, tous ces obstacles ont été levés en échange du vote du budget de l'Etat par les six députés PNV aux côtés des socialistes, quasiment minoritaires aux Cortés, après la défection des députés catalans d'ERC et de CiU. Dès le lendemain de la signature de l'accord, un vote aux Cortés a permis au gouvernement socialiste de lancer la procédure d'adoption de la loi sur le développement durable, grâce à l'appui des députés PNV et de la Coalition canarienne (CC). Ce texte était en panne depuis 16 mois, son approbation préfigure la future majorité qui adoptera le budget 2011 de l'Etat espagnol.

Le transfert de la compétence de l'emploi porte sur un budget annuel de 472 millions d'euros, environ 500 fonctionnaires et concerne les 130.000 chômeurs des trois provinces. Il comprend le transfert des instances de médiation dans les conflits salariaux, la formation professionnelle et la formation continue, l'Institut social de la Marine (secteur de la formation et de l'emploi, hormis le domaine des pensions). Une seconde enveloppe qui a fait couler beaucoup d'encre et de

salive est celle de la réduction de la part des cotisations patronales payées à la Sécurité sociale lorsque les entreprises bénéficient d'aides à la création d'emploi. Pour le PP, l'unité de la caisse de Sécurité sociale espagnole est dès lors remise en cause: la patrie est en danger.

En cette période de crise économique, ce transfert augmente la marge de manœuvre des autorités basques dans leurs interventions pour restructurer et améliorer la compétitivité des entreprises du pays, en particulier dans le domaine du tourisme, par une plus grande professionnalisation, et dans celui de la construction où de nouvelles règles environnementales doivent modifier le fonctionnement des entreprises et des techniques.

Iñigo Urkullu, président du PNV, se réjouit évidemment de ce transfert tant attendu par son parti, d'autant que l'accord a été scellé sur le dos du Lehendakari PSOE qui ne réclamait que 320 millions d'euros pour un transfert beaucoup plus partiel et qui n'a été informé qu'une fois le document paraphé. Preuve du peu de considération du PSOE pour sa succursale basque. Toutefois, Urkullu reste très évasif face aux demandes des socialistes qui aimeraient que l'accord porte demain sur une alliance pour la gestion des institutions de la Communauté autonome (gouvernement et députations).

Le PNV a encore du pain sur la planche. Selon le rapport Zubia approuvé par le parlement basque en 1993, il reste encore 32 compétences du statut de Gernika (1979) à transférer en Pays Basque. Elles portent sur la gestion du crédit, la banque et le tourisme, les autoroutes A1 et A68, les hydrocarbures, les aéroports, les chemins de fer. Le PNV demande en outre le changement de nom, avec orthographe basque, des trois provinces, comme l'ont obtenu les Catalans. Même si cela demeure de pure forme, il rappelle que le plan Ibarretxe, projet de souveraineté-association adopté par le parlement basque, demeure toujours sur la table des négociations avec l'Espagne.

Alternatiba, tokiko eta munduko aterabideen herria !

JOAN den asteburuan, frantses estatuko komertziorako portu nagusienak greban sartu dira erretretari lotua den lege proiektuaren aurkako mobilizazio sindikal baten ondorioz.

Petrolio sartze eta banaketa zentralizatzen duen Marseilleko portua ere greba mugimenduan zenez, frantses gobernua segidan hartu ditu ezohizko neurriak.

Ezantzaren banatzea ez tratatua izaiteko, kamionen garaioa igandean ere baimendua izan da! Alabainan, grebak jada estoka murrizteak sortuak zituen Kortsika ugarteetan!

Frantses Estatuko Aldizkari Ofizialak berak neurri berezi horren hartzea justifikatzen zuen erranez "ezantza zerbitzuguneen, hidrokarburoen biltegien eta industria guneen horniketaren eskasei" aurre egiteko zela!

Adibide ximple horrek argi uzten du Europa Mendebalde huntako bizi edo garapen ereduak zer heinetarako dependentzia ikaragarria duen energia ez berriztagarria bezain kutsatzailea den petrolioatatz!

Alta, badakigu petrolio merke edo/eta errex eskuragarriaren garaia bukatzeaz dela.

Alta, mundu mailan adostasun bat bada erraiteko energia fosil horren erabiltzearen ondorioak berotegi efektuzko gasen isurketan zuzenak direla eta horrek aldaketa klimatikoan era-

gin haundiak dituela ezagutzeko!

Baina tamalez ohartzen gira betiko errezetak eskainiak direla. "Gehiago lan egin, gehiago irabazteko" formulak seriotasun eta arduratsu itxura berekin bat dakar eta oraino arrakastatsua da... Beti ahanzten da azpimarratzera "gehiago" formula horrek berekin dakarrela "gehiago lan = gehiago irabazi = gehiago kontsumitu = gehiago satsutu = etab." planeta bakar bat delarik ia 7 miliar biztanle artean partekatzekoa eta ondoko belaunaldier mailegatzen duguna!

Urriaren 10an, Baionako Alternatiba herrian, Bizi! Mugimendua erakustiko digu gure bizi maila baitezpada kaltetu gabe lehengai eta energia gutiago gastatzeko molde ezin sinpleago bat badela: "gutiago erosi, gehiago partekatu, gauza gehiago elkartu eta konpondu!"

Egun hortan hainbat elkartek erakutsiko dituzte larrialdi ekologikoa eta soziala borrokatzeko plantan emaiten dituzten aterabideak, bisitari baktzak bere eguneroko bizian pratikan ezartzen ahalko dituenak!

Herri industrializatuetan kontsumo materiala apaltzea (gutiago erosit eta ekoizpen berdina jende gehiagoren artean sozializatuz) biztanleen aztarna ekologikoaren eta berotegi efektuko gasen isurpenaren ttipitzeko bide nagusietarik bat denez, goazen denak Alternatibara!



CETTE SEMAINE

TARTARO

S'EST ÉTONNÉ

Urria 2010

● Pantxo Bimboire

A PRÈS mon article inhabituel sur le thème rugbyistique, je vous propose, cher lecteur, un autre article qui, a priori, risque d'être aussi éloigné des préoccupations du lectorat d'*Enbata*, mais qui se révèle de circonstance, celui des élections de la Chambre des Métiers (CDM), qui aura lieu en ce mois d'octobre.

Eloge de l'artisan, du fond du cœur

Les artisans sont les derniers chevaliers de l'économie des temps modernes. Ils sont responsables (au sens de St Exupéry «*Terre des Hommes*») de la destinée de leur entreprise: ils en remplissent toutes les fonctions, chapeau bas! Ils cherchent des clients, font des devis, font exécuter le travail (et bien souvent l'exécutent eux-mêmes), forment des apprentis, encaissent les paiements, font la comptabilité et le courrier de leurs entreprises (pas toujours, mais quelque fois), rédigent ou font rédiger les bulletins de salaires (dans l'Hexagone, un bulletin de salaire comporte pour les plus simples, 17 lignes différentes, dont l'utilité économique sociale m'a toujours échappé), respectent et font respecter le code du travail (dont la simplicité n'est pas la première qualité), mais aussi toute la réglementation (sécurité, hygiène, environnement), etc. Sur le seul aspect social, il y a fort à parier qu'il est impossible pour un artisan d'être à 100% à jour, vis-à-vis de la loi, alors qu'une entreprise de 250 personnes a déjà du mal à interpréter, comprendre, et mettre en place le seul code du travail, avec pourtant un service social et un DRH...

Les artisans sont 900.000 dans l'Hexagone, avec 3.000.000 de salariés. Dans le 64, ils sont 13.000 pour 30.000 salariés... Pour les élections de la CDM, 2.500 seulement expriment un vote (moins du quart des inscrits). La répartition des inscrits est la suivante: bâtiment: 5.766, services: 3.841, fabrication: 2.159 et alimentaire: 1.323.

Historiquement, on se trouve devant un monopole (de fait) de gestion par les organismes actuels depuis très longtemps: l'UPA (l'union professionnelle artisanale). Mais depuis deux mandats, deux membres d'Ofizialeak (J-J. Etxeberri et S. Zudaire), sont élus très minoritaires sur une liste concurrente.

On peut observer, depuis les deux dernières élections (période de 10 ans, car le mandat de la CDM est de 5 ans) un grignotage des voies de l'Upa: il y a deux élections l'Upa récoltait 73% des suffrages, l'autre liste 27% et aux dernières les plus récentes, l'Upa 62% et l'autre 38%.

Une année clé

Cette année sera pour plusieurs aspects à considérer comme année clé. Tout d'abord car les listes ne seront pas constituées, comme avant, par secteur (bâtiment, service, etc.), mais seront uniques: 35 noms couvrant les 4 secteurs des inscrits. De plus, pour cause de réforme territoriale, les 17 premiers élus (au niveau de l'Aquitaine) seront aussi les représentants de la CDM 64, à la région. Cette année, Lantegiak a pris la décision de soutenir officiellement la liste d'opposition à l'actuelle majorité, après une réunion interne du mois d'août, et après l'exposé de l'ancien Président qui appartenait à la liste majoritaire et l'exposé des deux élus Ofizialeak minoritaires. Une liste d'opposition s'est donc



constituée et dans cette liste, les candidats issus de Lantegiak sont 5 sur les 35. L'un de ces 5 candidats Lantegiak est en position de Présidence de la CDM (si la liste passe, bien entendu!), il possède l'accord des autres formations CGPME et FFB...

Cette année aussi, la CGPME a intégré cette liste d'opposition et elle apporte son soutien logistique. Il y aura donc deux listes: l'une de l'UPA (union professionnelle des artisans) et la liste commune CGPME + FFB (fédération française du bâtiment) + Lantegiak.

Quels arguments pour cette liste d'opposition

Un désaveu à confirmer à l'UPA qui a signé avec les syndicats CGT, CFDT, FO, CGC et CFTC, une mise en place d'une taxe de 0.15% sur la masse salariale de chaque employeur (soit 11 millions d'euros qui vont dans les caisses de l'Upa), pour mettre en place des commissions paritaires concernant toutes les entreprises (y compris celles qui font moins que 10 salariés) une vision d'économie de moyen entre les chambres consulaires CCI et CDM pour mener des actions en commun et ne pas faire de doublon (on le sait une forte proportion d'entreprises, y compris dans Lantegiak, relèvent de ces deux organismes consulaires), et au niveau de la lisibilité des actions, cette mise en commun s'avère plus qu'indispensable. La liste Upa est foncièrement contre ce rapprochement. Une stratégie de développement de l'artisanat mieux pensée, plus compréhensible, plus protectrice (vis-à-vis des auto-entrepreneurs, par exemple) et plus volontariste sur la formation. Une tentative de vision plus territoriale, surtout défendue par Lantegiak et en partie par la Cgpm (marque territoriale, cluster agro-alimentaire, cluster bâtiment travaux publics, cluster tourisme, etc.)

Un souhait de gestion plus transparente et plus efficace (actuellement 80% du budget de fonctionnement de l'actuelle CDM est du paiement de salaire de permanents ou vacataires, on voit par là que les marges de manœuvre sont faibles et cela laisse un doute sur la capacité future de faire face aux postes de dépenses de fonctionnement de l'université des métiers et de la future chambre (nouveau bâtiment 21 millions d'euros de coût, paraît-il?).

Certaines décisions doivent servir l'emploi et le mieux vivre en Iparralde. Certains artisans, proches de nous par la vision de l'homme et du devenir, s'investissent dans une liste qui veut changer la situation actuelle, pensez-y et essayer de convaincre ou d'évoquer le sujet avec les nombreux responsables de petites entreprises, artisans ou commerçants qui vous entourent. Les seuls combats perdus sont ceux qui ne sont pas menés...

●●● et réjouit que deux pilotari cubains participant aux actuels Championnats du monde de Pelote basque à Pau aient profité du déplacement pour se faire la belle. Fatigués de jouer perpétuellement pour Cuba au mur à gauche, ils ont préféré la place libre.

●●● et réjouit que, fidèle à son engagement abertzale, Ellande Alfaro, sélectionné à main nue pour l'équipe de France, ait refusé de participer aux Championnats du monde tant que ne sera pas invitée une sélection basque. L'honneur d'Ellande est de refuser les honneurs...

●●● pas tant que ça que les arènes de Bayonne tournent en rond et se soldent pour la Temporada 2010 par un déficit de 92.000 euros, plus du double de celui de l'an dernier. Si les aficionados crient "Olé", les contribuables bayonnais crient "Holà!"

●●● pas tant que ça que le portrait complaisant de Carla Bruni diffusé sur France 3 ait été produit par Frédéric Fougea, spécialiste du film animalier, parce qu'elle veut être une bête de scène...

●●● pas tant que ça qu'à la suite de l'annonce très prématurée par Nicolas Sarkozy d'un remaniement ministériel, toutes nos excellences fantasment et Luc Chatel de déclarer: "Sarkozy m'a nommé Premier mi... ministre de l'Éducation nationale". Chatel re-Luc Matignon.

●●● qu'après avoir attendu 70 ans les Ricains présentent leurs excuses aux Guatémaltèques pour avoir délibérément inoculé en 1940 la syphilis et la blennorragie à leurs détenus et malades mentaux pour tester l'efficacité de la péniciline. Et c'était même pas remboursé par la Sécurité Sociale!



Michel Hiriart: “La réforme des collectivités amènera une simplification administrative”

Le maire de Biriartou et président de la Communauté de communes Sud-Pays Basque, membre de l'UMP, euskaldun et ancien pilotari, est fortement engagé contre la LGV. Il présente une appréciation opposée à celle de son collègue Alain Iriart (Enbata n°2145) sur la nouvelle architecture des collectivités territoriales.

ENBATA: Que pensez-vous de la réforme des collectivités territoriales approuvée par le Parlement ?

Michel Hiriart: Depuis plusieurs années déjà, de nombreux rapports donnaient pour nécessaire de revoir l'organisation des collectivités territoriales. Ce qui est en cause, c'est l'empilement des structures, l'enchevêtrement des compétences, la confusion des financements croisés. L'ensemble se traduisant par un manque flagrant de lisibilité, même pour les initiés. C'est donc un chantier gigantesque qui devrait aboutir à:

- Simplifier l'organisation territoriale avec l'émergence principalement de deux axes: région-département et communes-intercommunalité.

La définition précise des domaines de com-

pétences de chacun va supprimer les situations de «double» que nous connaissons dans la forme actuelle.

- Simplifier la carte intercommunale en recherchant encore davantage de complémentarités et aussi par des regroupements de certaines intercommunalités qui ne sont pas de taille suffisante pour répondre valablement aux enjeux du territoire.

- Se pose également la constitution d'agglomérations plus attractives, mais notre région n'est pas concernée.

Pour autant, certains aspects méritent notre vigilance notamment le mode d'élection des conseillers territoriaux et aussi, précisément, la répartition des compétences entre Conseil général et Conseil régional. Ceci au niveau des communes et des intercommunalités est déjà bien établi.

Dans cette nouvelle organisation, aussi bien

“Dans cette nouvelle organisation, aussi bien les communes que les départements, doivent continuer à assumer leurs missions d'acteurs publics de proximité.”

“La nature et le contenu des rapports des communes et des intercommunalités sur les conseils généraux et régionaux devraient être clarifiés.”

“Les deux missions du conseiller territorial lui permettent d'influer sur une meilleure articulation des interventions respectives du département et de la région.”

les communes que les départements, doivent continuer à assumer leurs missions d'acteurs publics de proximité.

Enb.: La loi votée en deuxième lecture à l'Assemblée nationale, mardi 28 septembre, change-t-elle la nature et le contenu des rapports des communes et des communautés de communes avec le Conseil général et le Conseil régional?

M. H.: La nature et le contenu des rapports des communes et des intercommunalités sur les conseils généraux et régionaux devraient être clarifiés même si la taille des intercommunalités peut avoir une influence.

Pour toutes les collectivités locales, ceci doit se traduire par la disparition d'un système que nous connaissons et que nous pratiquons



Michel Hiriart

SUSAN GEORGE, PRESIDENTE DU CONSEIL DU TRANSNATIONAL INSTITUTE (TNI) ET PRESIDENTE D'HONNEUR D'ATTAC -FRANCE

"Leurs crises, nos solutions..."

L'humanité devra s'adapter aux nouvelles contraintes écologiques et sociales, et les créations d'emplois seront liées à cette adaptation.



"On atteint une concentration de richesses jamais vue depuis 1929. Celle-ci est symbolisée par la classe de Davos (une petite élite adepte du néolibéralisme détenant le pouvoir économique, administratif voir politique et se réunissant chaque janvier dans la station d'hiver suisse de Davos)."

Susan George, marraine du village Alternatiba de Bayonne, est une des personnalités les plus marquantes de l'altermondialisme. Connue pour son inlassable combat contre la dette du Tiers-monde elle est l'auteur d'une quinzaine de livres dont le dernier a pour titre "*Leurs crises, nos solutions...*" Voici son interview à quelques jours de la conférence qu'elle donnera le dimanche 10 octobre à 11h30 au Salon Elkar à Bayonne, dans le cadre du 10-10-10, au Village Alternatiba, organisé par Bizi!

La crise est souvent présentée comme une fatalité qui doit être combattue en remettant en cause les acquis sociaux et/ou les mesures de protection écologique (voir le cas de la taxe carbone) pour ne pas pénaliser la compétitivité des entreprises nécessaire au maintien des emplois. Comment définissez-vous la crise dans votre dernier livre "*Leurs crises, nos solutions*" ?

La crise actuelle est globale. De façon concomitante nous avons avec cette crise présentée comme financière, une crise de l'accès à la nourriture et à l'eau, les conflits découlants du changement climatique, une crise de partage de richesse c'est à dire de la pauvreté et de l'inégalité...

Même si on entend souvent que la crise financière était imprévisible et liée à des erreurs incontrôlables de certains acteurs, ses causes sont bien connues. Ce sont toutes les mesures néo-libérales prises ces dernières décennies : la déréglementation, la destruction de tous les outils de régulation, le transfert de valeurs vers les plus riches, la spéculation débridée, etc.

▼
"Gaur egun pairatzen den krisia anitza da.
Ber denboran janariaren, klimaren,
aberastasun partekatzearen
eta finantzaren krisiak pairatzen ari gira!"

Présentées comme des solutions (afin d'assurer l'emploi, la croissance, les bienfaits de la mondialisation permettant des économies d'échelle, etc.) ces "*remèdes*" ne sont que les causes de cette crise globale, qui n'a plus de garde fou pour l'arrêter.

Des chercheurs de la banque d'Angleterre nous disent d'ailleurs que les citoyens du monde ont payé 14 000 milliards dollars pour aider les banques... C'est comme si pendant 450 000 ans on versait un dollar à chaque seconde aux banques. Certes, quelques banques ont remboursé les gouvernements... mais après la course catastrophique aux subprimes (prêts hypothécaires à des millions de ménages américains sans capacité d'endettement) pour laquelle les Etats ont dû intervenir en pompier, ces mêmes banques s'engouffrent maintenant dans les dettes de ces Etats sur-endettés à cause de leur intervention liée aux subprimes ! Ainsi, les Etats se retrouvent maintenant dans l'obligation d'appliquer les recettes classiques, et vouées à l'échec, de réduction des services publics, des salaires, des retraites, etc.



Susan George

Le maintien de l'emploi à court terme semble toujours prendre le dessus sur les mesures à prendre pour lutter contre la crise écologique.

Comment considérez-vous cela dans "nos solutions" ?

La lutte contre le changement climatique est prioritaire ! En effet, si le réchauffement dépasse des seuils critiques on sera victime de l'emballement climatique généralisé auquel l'humanité n'aura pas le temps de s'adapter.

Cette lutte représente une mine d'opportunités.

C'est un vivier d'emplois demandant des compétences nouvelles. C'est une source de nouveaux projets pour l'Europe qui pourra y trouver d'énormes avantages et une certaine sécurité au niveau de l'alimentation et de la santé.

De son côté la France n'a pas pris ce virage et les 38,8 milliards d'euros qui seront injectés pour 2009-2010 dans l'économie dans le cadre du "Plan de Relance" n'ont pas montré que la priorité était de valoriser l'économie verte ou durable (le développement des transports publics fluviaux ou par rail, l'adaptation des voitures aux énergies renouvelables, etc.).

D'autre part, comme on sait que les chinois ne deviendront pas une nation de 1,5 milliard d'écologistes adeptes de la décroissance, il est évident qu'il faut "réduire les flux inutiles dans l'économie". Cela veut dire "faire deux fois plus avec deux fois moins d'énergie et de matière". Cela consiste à mieux isoler les habitations pour qu'avec deux fois moins d'énergie on puisse faire bénéficier deux fois plus de foyers ! Dans le domaine de l'automobile, cela fait 40 ans que ce concept est mis en pratique sur des prototypes entièrement recyclable. En fait, de nombreuses alternatives existent mais sont victimes de la logique des 30 dernières années. On continue à détaxer les riches, on a continué à transférer toujours plus de valeur ajoutée au capital en diminuant la part des salariés, on n'a pas investi dans l'éducation de la population. On atteint une concentration de richesses jamais vue depuis 1929 qui actuellement est symbolisée par la classe de

Davos (une petite élite adepte du néolibéralisme détenant le pouvoir économique, administratif voir politique et se réunissant chaque janvier dans la station d'hiver suisse de Davos).

Alors que les paradis fiscaux cachent 250 milliards d'impôts chaque année, on nous dit qu'il n'y a pas de moyens d'investir pour donner une chance à l'alternative au néo-libéralisme.

La lutte contre la crise écologique est limitée car on ne cherche pas l'argent dans les profits des banques, les paradis fiscaux, les revenus les plus importants, dans la régulation des entreprises transnationales qui ne paient pas leur part d'impôt. Ces dernières usent et abusent des techniques permettant de déclarer des bénéfices dans les pays à la fiscalité inexistante et les pertes dans les pays imposant les entreprises.

Vous participerez au Village Alternatiba de Bayonne dans le cadre de la journée mondiale 10-10-10 contre le changement climatique.

Quelle importance apportez-vous à cette journée internationale et à la mobilisation locale ?

Sur le plan international, on a malheureusement trop de journées mondiales. Je participe au World Food Day du 16 octobre depuis plus de 20 ans.

Il faudrait que tous les jours soient les jours de la lutte contre la faim, contre le changement du climat, etc. Au niveau de la symbolique il faut ajouter le plan des politiques publiques budgétaires !

Quand vous voyez qu'en France, pour 2011, le budget environnement est en recul de 4,3%... le chemin à parcourir reste long.

Au niveau local, Alternatiba, le village écologique, tracera un beau chemin vers le futur que l'on peut emprunter tous ensemble !

Pourquoi pas prolonger l'initiative du 10-10-10 à Bayonne en allant vers la mise en place d'une nouvelle Ville en Transition ? Il y en a plus de 350 dans le monde !

Ce sont partout des initiatives pour que les villes en collaboration avec leurs citoyens deviennent entièrement écologiques. Les actions prennent des formes très concrètes via l'organisation des comités sur les potagers bios, la réduction de consommations inutiles, la reprise en main du contrôle de l'eau.

La mobilisation comme celle d'Alternatiba est très importante pour montrer que l'alternative existe, qu'elle est à portée de main. Cette journée aussi doit servir à montrer que le fait de ne pas prendre en compte la question écologique et sociale n'est pas une erreur sur le plan moral, mais sur le plan politique et économique. Qu'on le veuille ou non, l'humanité devra s'adapter à ces nouvelles contraintes et les créations d'emploi seront liées à cette adaptation !

Mais l'expérience montre que pour que l'alternative soit mise en pratique, ce n'est pas qu'une question de "raison".... il faut qu'il y ait un rapport de forces suffisant, que la population exige l'alternative.

Cette exigence pouvant même prendre la forme de désobéissance civile.

Sachons pour l'avenir créer des alliances, groupes pluriels (syndicats, mouvements sociaux, environnementalistes, éducation populaire, etc.) capable de faire gagner l'alternative !



"Alternatiba, le village écologique, tracera un beau chemin vers le futur que l'on peut emprunter tous ensemble." (Susan George, marraine du Village Alternatiba)

Bestela egin daiteke!

Gainekotx

Zortzi urte hauetan Brasilgo lehendakari izana, eta oraino ehuneko laurogoiak sustengatzen duen gizona da Lula....

Bere bizia arraroa da, ez bere hastapenean bainan bai azken urteetan: familia arras pobre batean sortua eta aitarik gabe altxatua izan da. Eskolan ona zela erraiten omen zuen bere erakasleak... bainan lanean hasi behar...

Langile, sindikalista eta lehendakari, nihungo diplomarik gabe edo hobeki erran biziaren eta justizia gosearen diploma...etxean egunerokoa biziz ardiesten dena.

Brasilek ba du karta ainitz eskutan, oraino plantan erabiliak ez diren aberastasun batzu eta horrek asko lagundu du azken urte hauetan herriak ezagutu duen bizimaila igoera.

Bainan hala ere harrigarriena da, bai aberatsen aldetik bai pobreen aldetik, denetarik laudorioak entzuten direla: izigarriko lana egin omen da bereziki egoitzen hobetzeko eta pobreenak laguntzeko. lehen arazoa duten droga eta drogaren inguruan egin merkatuak dituen ondorio nigargarriak ez dira ez gaintituak izan oraindik, bainan hastapen serioak badi-rela erraiten da eta «favela» bakar batzuetan bake zerbait sendi omen da.

Aberatsek, hastapenean ikaran zaudenek ere onartzen dute, Lulak jakin duela diruduna sentzu onera perekatzen... eta oraino egunean haiek gabe nekez bidean emanen den ekonomia bultzatzen, denen onetan.

Ez ote da hori abilezia haundia, beste askok erreusitu ez dutena?

Ametsa dirudi neretzat hasteko, xehe-tasunetan sartu gabe, bi erakaspen: lehena eta bereziki maite dutana, ez duela diploma metak gizonaren haunditasuna egiten; eta bigarrena, herri batean bakotxa errespetatuz elgarrekin bizitzeko moldea aurki daitekeela...

Ez, ez!! Ez erran ez dela hala gertatu!! Sinetsi nahi dut!!



IÑAKI ANTIGUEDAD

EHUko erakaslea



Iraunkortasuna

Atzekoz aurrerako erronka

1 Asko gara hemen, hor eta han, ipar-hego eta sortalde-sartalde, mundu hau irauli nahi dugunok. Begiratzen diogun lekutik begiratuta ere (lurretik, identitatetik, kulturatik, sozialetik, politikatik, askatasun-nahitik, ekonomiatik, ingurumenetik, klimatik ...) mundu hau irauli beharra sentitzen dugu, osasun hutsez. Iraultza, beraz. Izan ere, era askotako krisiak ditugu gaur gainean, krisi nagusi bakar baten adarrak, guztiak: *eredua* (adjektiborik gabe) bera da krisia! Hortaz, kontua ez da eredu honen krisitik NOLA atera, bestelako eredu batera NOLA sartu baizik. Pentsalari handi batena gogotan: *"ezin da arazo bat konpondu arazoa sortu duen pentsaera beretik"*. Honen bidean apustu baten beharra dugu sentimenduok gauzatzeko, gaurko orain irauzez honetatik biharko gero iraunkorrera urratsez urrats, trantsizioz, iragateko.

2 Zehaztu dezagun hiztegia. *Garapen iraunkorra, jasangarria, eramangarria* ... adjektibo gehiegi esanahi hutsala duen izen bat kualifikatzeko. Zer da *garapena*? *Garapena* eta *hazkundera* kontzeptu desberdinak direla esan daiteke, are gehiago euskaraz garatu aditzak duen zentzua kontuan harturik. Baina, zoritzarrez, aurrez finkatutako kontzeptuen gizartea dugu honako hau. Beraz, gaur eta hemen antzua izan daitekeen eztabaida batean ez murgiltzeko hobe dugu bera saihestu eta beste modu batean izendatu gure erronka: *iraunkortasuna*.

3 Iraunkortasunak hainbat definizio izan arren, nire gustuko bat emango dut hemen, ezin ximpleagoa, ezin sakonagoa, gero nork bere lekuan lekuko eta unean uneko eranskinak gehitu diezazkion. *Iraunkortasuna: mugak onartu beharra*. Muga bio-fisikoak, funtsean. Mugok desberdinak izan daitezkeenez lurralde batetik bestera iraunkortasuna ulertu eta gauzatzeko modua bera ere diferentea izan daiteke; hortaz, iraunkortasuna ezin da pentsamolde bakarraren ikuspegitik begiratu. Lekuan lekuko gizarte justuak denboran zehar iraungarri izatea da helburu. Sarritan esana da iraunkortasunak 3 zutabe dituela:

ingurumen bizigarria, gizarte bidezkoa eta ekonomia osasuntsua; baina laugarrena beharko luke: *lurraldea*, hau da, aurreko zutabeen aldeko apustua gauzatzeko hartzen den espazio-esparrua. Hortaz, euskaldunok asko hitz egiten dugu lurraldetasunaz eta gutxi lurraldeez.

4 Iraunkortasunak bi dimentsio hartzen ditu, ezinbestean. *Denbora*, eragin beharreko eraldaketa batzuk epe motzekoak diren bitartean beste batzuek, sakonagoak berauek, estrukturalagoak, askoz ere denbora gehiago behar dute. *Espazioa*, gauzatu beharreko eraldaketa batzuk gure ingurukoak, eskualde barrukoak, kasurako, diren bitartean beste batzuek espazio zabalagoa behar dute, halabeharrez (Europa, kasurako). Ondorioz, espazio-tarte eta denbora-epe desberdinetako ekimenak iraunkortasunerantz daraman *bide-orri* batera bildu behar ditugu, urrats bakoitza bere kontestuan ulertu ahal izateko.

5 Lurraldez lurralde, eta Euskal Herria zehar-lerro, bide-orrira bildu beharko genituzke giza-eragileak. Horretarako bertso-lari onek darabilten atzekoz aurrera filosofia hartzen dut ezinbesteko erreferente: ahozkoan azkena izango den kolpea da bertso-lariak burura dakarren lehena. Hortaz, iraunkortasunezko gero hori gaurdanik hasi behar dugu irudikatzen, bere marra nagusietan bederen, eta erreferentzia hartu ere, gure gaurko helbideak biharko helburu horrek baldintzatuta egon daitezen eta ez atzotik datorren inertziak. Pentsalari batek esana da: *"zentzuzkoagoa da geroaldi iraunkor batetik eginiko atze-ikuspena orainaldi iraunezin batetik eginiko aurre-ikuspena baino"*. Horretan gara!



Le dimanche 10-10-10 à 11h30, dans le cadre du *Village Alternatiba de Bayonne* organisé par Bizi! (voir www.bizimugi.eu), dans le local de la Fondation MRA, **Iñaki Antiguedad**, professeur à l'Université du Pays Basque donnera une conférence avec traduction simultanée sur le thème *"Le Pays Basque durable : les défis du XXI^e siècle"*

350.org

Pour encourager le monde à relever le défi de la crise climatique, en créant un sentiment d'urgence mais aussi en ouvrant de nouvelles possibilités !

350.org est une campagne mondiale dédiée à la construction d'un mouvement qui mobiliserait le monde autour de solutions à la crise climatique, des solutions que la justice impose.

Le nombre 350 est important, puisque, en parties par million, celui-ci constitue le seuil limite de CO2 dans l'atmosphère toléré par notre planète, selon l'avis des scientifiques. Pourtant, 350 n'est pas qu'un nombre il est aussi le symbole de la direction dans laquelle nous devons guider notre planète.

L'ONG climatique 350.org est l'une des organisatrices du 10-10-10, journée internationale de mobilisation pour le climat qui aura lieu ce dimanche 10 octobre dans plus de 187 pays via plus de 6500 actions.

350.org travaille dur pour que les choses changent- partout en même temps.

En Octobre 2009, l'ONG a coordonné 5200 rallies et manifestations simultanées dans 181 pays, pour ce que CNN a appelé «La plus grande journée de mobilisation politique dans l'Histoire planétaire».



Plus de 6500 actions dans plus de 187 pays !

Message aux dirigeants

Dimanche prochain, le 10/10/10, 350.org organisera une "Fête Globale du Travail" dans le monde entier.

Les gens installeront des panneaux solaires, mettront en place des jardins communautaires, et enverront ainsi un message fort à nos dirigeants :

«Si nous, nous pouvons travailler à enrayer le changement climatique, vous pouvez aussi».

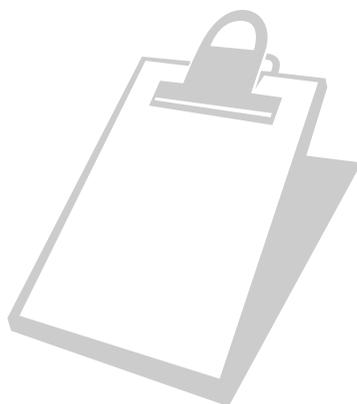
Chacun doit assumer ses responsabilités

Pour 350.org, la théorie du changement est simple.

Si un ample mouvement populaire et international empêche les dirigeants de fuir leurs responsabilités sur le climat, alors le changement global dont nous avons si cruellement besoin pourra commencer.



L'Agenda de la Fondation



Aldaren bloga : www.mrafundazioa-alda.org

CONFERENCES, ORGANISEES PAR BIZI! ET LA FONDATION MANU ROBLES-ARANGIZ



"Vers l'après-capitalisme : relocalisation et reconversion" le vendredi 8 octobre à 20h30

Avec Geneviève Azam, économiste et co-présidente

de Conseil Scientifique d'Attac . A l'Amphi du Château Neuf de l'IUT de Bayonne dans le cadre de la journée mondiale du 10-10-10 !

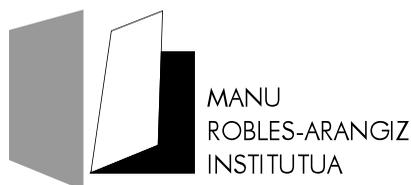


"Leurs crises, nos solutions" le dimanche 10 octobre à 11h30.

Avec Susan George, une des personnalités les plus marquantes de l'altermondialisme.

Au salon Elkar de la rue des Cordeliers.

L'entrée est gratuite et compléments d'information au 05 59 25 65 52 ou à info@bizimugi.eu



Fondation Manu Robles-Arangiz Institutua
20, Cordeliers karrkia
64100 BAIONA
+ 33 (0)5 59 59 33 23
www.mrafundazioa.org

Zuzendaria
Dani Gomez
Ipar Euskal Herriko arduraduna
Txetx Etcheverry
Alda!ren koordinatzailea
Xabier Harlouchet



actuellement, à savoir des recherches longues et fastidieuses de financements croisés complexes à mettre en œuvre. Sans être certain du bon contributeur, nous déposons des demandes partout, ce qui nécessite un travail et des coûts souvent inutiles.

Si la clause générale de compétence des départements et des régions venait à disparaître, les relations vont s'articuler, essentiellement, au regard des nouvelles règles de dévolution des compétences sur lesquelles les Conseils généraux et régionaux seront appelés à se spécialiser.

De ce point de vue, il y aura sûrement de la simplification administrative ainsi qu'une meilleure lisibilité.

Enb.: Quelles seront pour les communes et les communautés de communes les incidences financières de ces nouveaux rapports?

M. H.: Les incidences financières de ces nouveaux rapports sont actuellement difficiles à évaluer. Les textes invitent à une mutualisation accrue des moyens humains et matériels entre EPCI et communes membres, voire même, à la mutualisation de la DGF et de la fiscalité locale.

Ces propositions sont à rapprocher des règles en cours d'instauration et qui font suite à la réforme de la taxe professionnelle. Celles-ci ont fondamentalement modifié les règles de répartition des recettes fiscales.

Si je prends l'exemple de notre communauté de communes (Sud-Pays Basque), alors que jusqu'à présent nous avions pour seule recette fiscale la Taxe professionnelle unique, nous allons recevoir, dès 2011, à côté de la Contribution économique territoriale (ex-TP) la part départementale et régionale de la taxe d'habitation.

Ceci doit nous permettre d'avoir autorité pour fixer les taux et de pouvoir décider des exonérations nouvelles avec l'obligation, cependant, de rechercher une harmonie entre communes membres du point de vue des taux. La finalité est une meilleure intégration à travers des volets fiscaux et financiers des communes et des intercommunalités, dans un souci d'économie d'échelle concernant toutes les actions engagées ainsi que dans la gestion des différentes structures.

C'est là que se situent les incidences financières de la réforme.

Enb.: Comment voyez-vous le rôle du nouveau conseiller territorial?

M. H.: Le conseiller territorial unique est appelé à siéger au sein du Conseil général de son département d'élection et au sein du Conseil régional. Appelés à remplacer les actuels conseillers généraux et régionaux, cet élu aura tout à la fois mission à développer:

- une vision de proximité du fait de son ancrage territorial,
- une vision stratégique en raison des missions exercées par la région.

Ces deux missions doivent lui permettre d'influer sur une meilleure articulation des interventions respectives du département et de la région.

Au stade actuel, la loi amène les deux collec-

tivités à intervenir, hors exceptions, exclusivement dans les domaines que la loi leur attribue. Le conseiller territorial est donc à regarder comme le futur acteur central de l'axe territorial région-département.

Déjà aujourd'hui, dans notre département comme ailleurs, certains élus occupent ces deux fonctions de conseiller général et conseiller régional sans pour autant, certainement, avoir la même influence et la même vision globale du territoire.

Par ailleurs, en termes d'organisation person-

Cependant cette réussite locale est loin d'être une réalité au-delà des frontières du Pays Basque d'où la question posée du maintien ou non de la notion de «Pays» comme échelon territorial. A ma connaissance et suivant les informations en ma possession, les textes n'évoquent pas la disparition des pays existants mais excluent seulement la création de nouveaux pays.

Le maintien de notre organisation comme «Pays» est fondamental au regard des résultats obtenus et des financements très impor-



nelle, des élus assument déjà les deux fonctions, par conséquent la généralisation ne devrait pas poser de difficulté.

Enb.: La seule sorte de reconnaissance du Pays Basque (Conseil de développement, Conseil des élus, Contrats territoriaux spécifiques) provenait de son adossement à la notion de pays.

Quelles perspectives voyez-vous, dès lors que le pays disparaît comme échelon territorial?

M. H.: Les Pays mis en place ont permis l'émergence d'un mode de gouvernance novateur. Il a trouvé au Pays Basque, un terrain particulièrement fertile pour faire travailler ensemble les élus et des responsables de la société civile.

tants dont on a pu, à ce titre, bénéficier grâce aux contrats territoriaux Pays Basque 2010 et 2020. Ces contrats, conçus comme des déclinaisons du Contrat de Plan Etat-Région permettent, en effet, de coordonner les interventions de l'ensemble des acteurs publics à l'échelle du Pays Basque mais également la prise en compte d'actions identitaires autour des questions culturelles et linguistiques ou géographiques autour des problématiques urbaines/rurales et littorales/montagne.

Autre atout majeur, cette notion de «Pays» a pour résultat de fédérer le Pays Basque et de lui donner ainsi une structuration qui en fait un territoire.

Tout doit être fait pour que ce dispositif perdure.

Camille n'est plus

Il y avait de la grandeur chez cette femme menue et réservée. Fidèle à ses engagements de jeunesse, Camille Frossard aura été toute sa vie une militante passionnée de justice. Il n'y avait pas plus tolérante que cette libre penseuse, plus acharnée dans la défense de nos compatriotes que cette non-violente, que cette «gauloise» (comme elle se désignait elle-même) au milieu de tous ces Basques turbulents. Avec quel enthousiasme elle avait contribué au lancement en 1984 du Comi-

té de défense des droits de l'homme en Pays Basque (CDDHPB), organisation qu'elle a co-présidé jusqu'à la fin! Ses seules armes étaient la plume et la persuasion. Elle activait sans cesse son réseau par ses écrits surlignés et ses appels pressés. Elle entretenait avec nombre de prisonniers une correspondance régulière, voyant toujours chez ces répréhensibles l'humanité et le rêve qui les avait animés. Oui, une grande dame disparaît. Nous nous sentons orphelins.



Le PNV pivot et rassembleur

Alderdi eguna: la 34^e fête du parti aujourd'hui dans l'opposition a permis à son leader de positionner sa formation à un moment complexe de mutation de la carte politique basque

COMMENT revenir au pouvoir? Telle est la grande question qui se pose depuis dix-huit mois au PNV. Il a été chassé en mai 2009 de la direction de la Communauté autonome basque, un poste qu'il occupait dès le premier gouvernement de 1936 et qu'il a largement contribué à façonner au début des années 80 avec un «*Etat PNV*», comme on a pu parler d'un «*Etat RPR*». La coalition espagnoliste PSOE-PP associée à la disparition de l'électorat Batasuna du fait des interdictions, ainsi que l'effondrement des ses anciens alliés gouvernementaux, ont permis ce surprenant scénario: le premier parti du Pays Basque est écarté du pouvoir. Le PNV suit donc de très près l'évolution du pôle souverainiste en devenir, auquel l'arrêt de la lutte armée est lié. Si aux élections forales et municipales du printemps prochain, les 150.000 voix que représente ce pôle manquent à l'appel, le PNV redoute qu'une nouvelle coalition de circonstance PP-PSOE l'éloigne de la gestion des députations et de beaucoup de villes importantes d'Euskadi. En quelque sorte, le prolongement des élections précédentes.

Pour limiter les dégâts, le PNV doit tout d'abord rester uni. Ce que son leader Iñigo Urkullu est parvenu à faire. Ce n'est pas son moindre mérite. Un parti de gouvernement passant à l'opposition est toujours traversé de fortes tensions internes. On l'a vu en Pays Basque avec l'éclatement des deux partenaires du PNV au gouvernement de Gasteiz, Ezker Batua et Eusko Alkartasuna, dès qu'ils n'ont plus participé à la gestion du pays. La tendance qui a quitté EA et créé Hamaika bat, s'est rapprochée du vieux parti historique qui compte ainsi récupérer en Gipuzkoa le poids qu'il avait perdu depuis la scission de 1986.

Les deux bouts de la chaîne

Dans le but de retrouver la place centrale qui est la sienne, le PNV ménage et tient «*les deux bouts de la chaîne*», d'un côté les socialistes, de l'autre les indépendantistes. Iñigo Urkullu l'a déclaré lors de l'Alderdi eguna du 26 septembre: «*Il faut essayer de parvenir à des diagnostics communs, non seulement entre les abertzale, mais aussi entre ceux qui ne le sont pas, pour réfléchir à ce que nous pouvons faire tous*». Dans ce «*dialogue multilatéral*», le PNV pense pouvoir jouer le rôle «*d'interlocuteur*», même si la démarche ne prend pas la forme de l'habituelle «*table de négociation entre les partis*». Voici deux semaines, il a sauvé le gouvernement socialiste à Madrid, en échange du transfert des compétences en matière des politiques en faveur de l'emploi. Cerise sur le gâteau, le Lehendakari socialiste apparaît totalement

hors jeu dans cette affaire. Et Urkullu d'ajouter finement que la gauche abertzale a besoin d'un interlocuteur stable à Madrid pour pouvoir négocier... Si le PP arrive au pouvoir, tout sera à reprendre à zéro!

Le PNV pense aussi à l'autre bout de la chaîne, d'où l'inflexion de son discours lors de l'Alderdi eguna en faveur «*de la capacité du peuple basque de décider de son propre avenir*». On objectera que cela fait partie de la loi du genre: lors d'un congrès, un parti affiche toujours des positions bien tranchées pour galvaniser ses troupes, comme le faisait Guy Mollet aux congrès de la SFIO en tenant de grands discours marxistes. Le PNV qualifié de «*parti pendulaire*», depuis son origine a toujours oscillé entre les deux pôles, le souverainisme pur et dur et l'autonomisme plus ou moins mou, ce qui correspond d'ailleurs

“Le PNV qualifié de “parti pendulaire” a toujours oscillé entre les deux pôles, le souverainisme pur et dur et l'autonomisme plus ou moins mou, ce qui correspond d'ailleurs à ses différentes composantes sociologiques.”

à ses différentes composantes sociologiques. Le va-et-vient continue au gré des opportunités.

Surveiller le vicaire

Mais il y a plus. L'élaboration d'un futur pôle souverainiste amène le PNV à radicaliser son discours pour une raison bien précise. Il ne veut pas se laisser cantonner dans la gestion de l'autonomie sans grande perspective et laisser le champ libre à une gauche abertzale



Foule énorme à Bilbao le 2 octobre à l'appel et avec la participation de toutes les organisations abertzale: PNV, Aralar, Batasuna, EA, AB... sur le thème "Défense des droits humains, civils et politiques de tous".



le qui montera en puissance, débarrassée du fardeau d'ETA. Il veut occuper le terrain d'un souverainisme raisonnable. On assiste à ce même phénomène en Catalogne où CiU suit la même évolution, face à la vague des référendums d'initiative populaire en faveur de l'indépendance et à l'émergence d'une nouvelle formation indépendantiste emmenée par l'ancien président du club de football de Barcelone. Le parti d'Iñigo Urkullu, invité à signer la déclaration du 25 septembre à Gernika (*Enbata* n°2146), n'a pas donné suite à cet appel. Il a toutefois envoyé une délégation officielle à la manifestation qui a eu lieu à Bilbao le 2 octobre et qui rassemblait les mêmes forces politiques que lors de la manifestation interdite du 11 septembre (*Enbata* n°2144). En Gipuzkoa, fief de l'indépendantisme, le PNV insiste tout particulièrement sur «*la défense du droit à décider*». Il vient de le monter en épingle le 2 septembre, lors d'une grand-messe politique organisée au théâtre Victoria Eugenia de Saint-Sébastien, en présence du ban et de l'arrière-ban du parti, Arzalluz et Ibarretxe au premier rang et avec un nouveau slogan: «*Bil gaitezen*», rassemblons-nous. Il sait qu'aux prochaines élections, l'enjeu principal sera la députation de Gipuzkoa que le pôle indépendantiste comme les partis espagnolistes escomptent bien lui ravir.

Avant l'assaut final

Le PNV a donc tout intérêt à prendre ses marques face à un futur partenaire abertzale avec lequel il devra éventuellement faire alliance pour gouverner en 2013 la Communauté autonome basque qui est un peu son enfant. Avec des réserves, toutefois. Il sait que ce pôle souverainiste peut très bien contracter d'autres alliances et maintenir hors-jeu le PNV, comme c'est aujourd'hui le cas en Catalogne pour CiU. Avant de lancer son assaut final sur Ajuria Enea (siège du gouvernement autonome), il faut d'abord que le PNV soit le parti dominant dans l'abertzalisme. C'est l'un des enjeux majeurs des grandes manœuvres actuelles. Pour l'instant dans l'opposition, tel le gardien du temple, il surveille de près le Lehendakari socialiste «*délégué ou vicaire du gouvernement d'Espagne en Euskadi, (...) plus centraliste que le gouvernement espagnol*» pour défendre, critique Iñigo Urkullu, «*les intérêts de l'Espagne en Euskadi*» et non pas ceux des Basques auprès de l'Etat. De nouveaux transferts de compétences figurant dans le statut de Gernika, une Loi organique votée il y a 31 ans, sont toujours sur la table. A l'Alderdi eguna, le PNV a repris un nouveau concept, «*le concier-to politique*», en référence au concier-to économique qui régit les relations fiscales et budgétaires entre le Pays Basque et l'Espagne. Il s'agit d'un «*nouvel outil*» pour avancer vers ce que le PNV considère comme son objectif final, obtenir «*la souveraineté nationale des territoires basques*».

En Iparralde, les abertzale et les structures qu'ils animent, ont tout à gagner à un retour du PNV aux affaires. La baisse drastique de nombreuses subventions en provenance d'He-goalde, en particulier pour Seaska ces derniers jours, est là pour illustrer la réalité de la gestion PSOE dans les institutions du Sud.

Ossau-Iraty

(Suite de l'article du précédent *Enbata* n°2146)

Trente ans de résistance et de prise en charge par les acteurs locaux de la filière laitière ovine

EN 1990, la gestion des AOC fromagères passe sous le giron de l'INAO: Institut National des Appellations d'Origine et les orientations sont claires: il faut renforcer la crédibilité des AOC par leur ancrage au terroir d'origine et obtenir la reconnaissance au niveau européen. Au sein du syndicat de défense de l'Ossau-Iraty, nous décidons de travailler par étapes et de renforcer les conditions de production du texte de loi qui définit notre AOC.

Tout d'abord par les points les plus généraux

- La simplification du nom, «*d'Ossau-Iraty, brebis-Pyrénées*» à «*Ossau-Iraty*» pour avoir un nom protégé au niveau européen. Tout en développant la communication autour des brebis et de notre particularité, l'utilisation de l'estive pendant l'été.
 - La précision du nom des races locales à savoir la basco-béarnaise et les manex tête-rousses et tête-noires.
 - Une restriction de la zone d'appellation au sud du gave de Pau et de l'Adour pour être plus cohérent avec l'évolution des pratiques pastorales.
- Puis par la révision des pratiques concernant l'alimentation des animaux et la limitation des risques d'industrialisation: intensification exagérée et de «*hors-solisation*».
- Tout d'abord nous avons acté la saisonnalité de la production de lait de brebis qui soit compatible avec le rythme et la pratique de la transhumance.
 - Interdit de nouvelles techniques d'alimentation à base de ration complète: système d'alimentation fourni par des fabricants d'aliments, indépendamment du territoire sur lequel on se trouve et sans tenir compte du savoir-faire des bergers qui adaptent les compléments à la pâture. En effet, de par l'influence du climat océanique doux et humide qui facilite la pousse de l'herbe, c'est la principale source d'alimentation des brebis locales adaptées à ce climat et directement liée au terroir.
 - Limiter la quantité des compléments achetés, non issus de la zone AOC.
 - S'affranchir de l'ensilage pendant la période de traite des brebis dans un délai plus long. Toutes ces mesures techniques encadrent la façon de produire le lait de brebis, rendent notre production inimitable sur le marché et créent toutes les conditions d'une bonne valorisation du fromage. Assurer la production de lait à partir des brebis de races locales en utilisant tout le territoire et en particulier les estives: c'est se garantir une spécificité de production tout en entretenant notre image qui fait la force de notre AOC et facilite sa commercialisation. Car



Francis Poineau

il est évident de nos jours que c'est l'image qui facilite le marché.

De nouvelles mesures pour préparer l'avenir

Aujourd'hui avec les chantiers en cours, concernant la disparition de l'utilisation de certains produits sur la croûte des fromages laitiers, l'identification des fromages AOC dès leur fabrication, et la différenciation entre les fromages laitiers, fermiers et ceux fabriqués en estive, nous sommes en train de préparer tous les éléments d'une segmentation et d'une valorisation de chaque catégorie de produit au sein d'une même appellation. Certes, c'est une tâche ingrate où certains acteurs qui résonnent à court terme ont du mal à s'y retrouver, mais il est de notre responsabilité de prévoir notre avenir collectivement et de se donner toutes les chances pour que notre AOC puisse continuer de faire vivre un maximum de paysans sur l'ensemble de la zone en particulier dans les endroits les plus difficiles. C'est en permanence l'organisation d'une résistance à la logique de l'industrialisation de la production de lait de brebis car il est de notre devoir d'éviter le pire comme on peut le constater dans les autres filières, afin de concilier l'efficacité économique pour le plus grand nombre et l'aménagement du territoire. Aujourd'hui, contrairement aux autres filières de productions agricoles (viande bovine, lait de vache), la totalité du lait de brebis est transformée sur place grâce à la logique AOC, qui garantit la localisation de l'économie. Sachons reconnaître que l'avenir ne dépend pas des autres, mais des orientations que nous sommes en train de dessiner, comme ont su si bien le faire les fondateurs de l'AOC Ossau-Iraty il y a trente ans.

Francis Poineau, Berger en Soule, administrateur fermier du Pays-Basque au sein de l'AOC Ossau-Iraty



L'automne sera-t-il chaud ?

● Jakes Bortayrou

LA lutte contre le projet de réforme des retraites de Sarkozy et du gouvernement Fillon entre dans une phase décisive. Celle où apparaît comme une évidence au plus grand nombre qu'il faut soit s'avouer vaincu et cesser la mobilisation, soit franchir le pas vers une confrontation plus dure avec le pouvoir.

Entamé le 23 mars dernier, le cycle des journées d'action (1^{er} mai, 27 mai, 24 juin, 7 septembre, 23 septembre, 2 octobre) s'est accéléré sans que ne faiblisse la mobilisation. Celle-ci s'est au contraire renforcée malgré le déni du gouvernement, et étendue à de nouveaux secteurs comme l'ont montré les manifestations de samedi dernier. De nombreux collectifs citoyens unitaires se sont créés un peu partout, menant un travail d'information auprès de la population, démontant l'argumentaire fallacieux du gouvernement et démontrant que des solutions existaient pour un système de retraites solide, juste et solidaire. Au Pays Basque c'est aussi la caravane de voiture «60km pour les 60 ans à taux plein» et le rassemblement à proximité des journées parlementaires de l'UMP, bloquant toute circulation pendant une heure. Mais il est clair aujourd'hui que les journées d'action ne suffiront pas pour faire reculer le gouvernement. Il faut passer à une nouvelle étape. Est-ce possible? Est-ce réaliste?

Petit rappel des enjeux. Déjà amorcée de-

puis 93 par les réformes précédentes la baisse des pensions (-20%) est rendue inéluctable par l'allongement de la durée de cotisation et le report de l'âge légal (qui conditionne le droit au taux plein) car bien peu de salarié(e)s pourront satisfaire aux nouvelles obligations (problèmes de santé, chômage, carrière discontinuée, éviction du marché du travail...). Et ce n'est qu'un début car avec le refus d'augmenter les recettes par une répartition plus juste de la richesse produite, le système reste déficitaire en 2020. Donc nouvelle réforme en perspective. Des retraites en baisse cela veut dire, pour les classes moyennes qui pourront se les payer, des fonds de pension complémentaires (la fameuse retraite par capitalisation), donc des masses énormes de capitaux mobilisables que compagnies d'assurance et banques pourront placer sur les marchés financiers afin d'en tirer des profits supplémentaires (tout en alimentant au passage les bulles spéculatives sur le logement, les matières premières ou les denrées alimentaires). Rarement un projet de réforme n'a posé de façon aussi claire la question du projet de société dans laquelle nous souhaitons vivre et de façon aussi crue la lutte des classes autour de la répartition des richesses produites collectivement.

L'enjeu donc est d'importance et la lutte emblématique. Sarkozy y joue sa crédibilité et en partie sa carrière politique. Son plan

de com est déjà prêt pour 2012. Il veut endosser l'uniforme du capitaine-courage au parler-vrai, maintenant le cap malgré la protestation des masses aveugles et apeurées. Une partie de la gauche française semble croire qu'il le paiera aux présidentielles mais c'est un pari hasardeux si jamais il remportait une victoire totale contre le mouvement social. La logique de la réforme va cependant bien au-delà d'une carrière politique. Elle cherche à rassurer les marchés financiers sur la détermination du gouvernement français à faire payer la réduction des déficits publics (déficits produits par la crise d'origine financière et par la diminution programmée des recettes fiscales pendant 10 ans) à la population, en laissant intacts les revenus et le pouvoir de la finance.

Une grève reconductible, un blocage de l'économie comme on a pu le connaître en 95, sont aujourd'hui incontournables pour gagner le retrait du projet de réforme. L'heure est donc à engager la bataille avec toute l'énergie possible sans assurance de victoire (mais est-ce souvent le cas?) pour une exigence de justice sociale, de partage des richesses et de solidarité entre les générations, pour l'intérêt de la majorité des salariée(e)s d'aujourd'hui et celui demain de nos enfants. Ce combat ne sera pas gagné sans détermination et il faut se motiver collectivement pour que le rendez-vous du 12 octobre se poursuive les jours suivants.



Sur votre agenda

Urria:

● **Samedi 9, 17h30, BAIONA (Atalante)**. Film "Parole de Basques" d'Enrique Colina.

● **Dimanche 10, de 10h à 20h, BAIONA** (rue des Cordeliers). Bourse aux vélos.

Biarritz, samedi 9, 10h.
Studio Oldarra, 17 rue Duler

Assemblée générale de Biarritz Autrement - Bestelakoa

A l'ordre du jour:

— bilan des avancées de la culture basque — désignation d'un nouveau bureau — préparation des élections cantonales — débat sur le positionnement politique à Biarritz.

Sans commentaire

"Il est juste, il est même essentiel de défendre les langues régionales. Elles font partie du patrimoine national, et même du patrimoine de l'humanité, puisque chacune d'entre elles témoigne à sa façon de la diversité du génie humain. Les Basques de France ne sont pas en reste pour défendre la leur. Et il est heureux que dans bien des villes et villages du Labourd, de la Basse-Navarre ou de la Soule, les lieux soient désormais désignés en «euskara» comme en français. Mais au Festival de Danse de Biarritz, on en fait un peu trop. Alors que la langue basque n'est hélas plus parlée que par une minorité de la population et qu'il faut en effet tenter de la sauver en enseignant à nouveau dans les écoles publiques tout en lui conférant quelque audience lors des manifestations culturelles, on a décidé depuis longtemps d'effectuer chaque soir les annonces aux spectateurs en basque et en fran-

çais. En basque d'abord, en français ensuite. Eh bien non! Cette pratique est incontestablement mal venue. Alors qu'une forte majorité du public ne parle que français, c'est en cette langue, ne serait-ce que par courtoisie, que l'on doit s'adresser à lui en priorité. Et surtout, surtout parce que le français est la langue de la nation entière et qu'à ce titre elle a le pas sur les langues régionales, aussi belles et respectables soient-elles. Il s'agit là de simple bon sens, d'un simple sens de la mesure. Et «Biarritz Culture» qui a la charge du festival est bien mal avisé de militer aussi maladroitement en faveur du basque, quitte à exaspérer ceux qui respectent pourtant les langues régionales."

Extrait du blog du *Nouvel Observateur* du 15 septembre. Critique de Raphaël Gubernatis sur le Festival Le Temps d'Aimer de Biarritz.

Sommaire

● **CAHIER N°1 ENBATA**

Michel Hiriart: "La réforme des collectivités amènera une simplification administrative... 4 et 9
Le PNV pivot et rassembleur... 10

● **CAHIER N°2 «ALDA!»**... quatre pages de 5 à 8

■ **Enbata**, hebdomadaire politique basque, 3 rue des Cordeliers, 64100 Bayonne. Tél.: 05 59 46 11 16 – Fax: 05 59 46 11 09

Abonnement d'un an: 60€

Responsable de la publication: Jakes Abeberry. **Dessins:** Etxebeltz.

Imprimerie du Labourd, ZI Saint-Etienne à Bayonne.

Commission paritaire n°0312 C 87190 **Mail:** enbata@wanadoo.fr